

2° il est ajouté des alinéas trois et quatre, rédigés comme suit :

« La chambre ou la chambre d'étudiants sont déclarées non conformes :

1° lorsqu'elles obtiennent suivant la partie E du rapport technique, un score final d'au moins 15 points;

2° lorsqu'elles ne sont pas équipées d'un détecteur de fumée, tel que visé au décret du 1^{er} juin 2012 portant protection d'habitations au moyen de détecteurs de fumée optiques.

Les dispositions des deuxième et troisième alinéas, 2°, ne s'appliquent pas tant que le délai visé à l'article 4, alinéa trois, du décret du 1^{er} juin 2012 portant protection d'habitations au moyen de détecteurs de fumée optiques, n'a pas expiré. ».

Art. 6. Le Ministre met un manuel pour l'installation de détecteurs de fumée, au moins par le biais d'un site internet de l'Autorité flamande accessible au public, à disposition :

1° des demandeurs d'autorisation urbanistique, telle que visée à l'article 3 du décret du 1^{er} juin 2012 portant protection d'habitations au moyen de détecteurs de fumée optiques;

2° des détenteurs d'un droit réel sur des habitations, des maisons à chambres, des maisons d'étudiants et des maisons de communauté d'étudiants, telles que visées au décret du 4 février 1997 portant les normes de qualité et de sécurité pour chambres et chambres d'étudiants.

Art. 7. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013 :

1° le décret du 1^{er} juin 2012 portant protection d'habitations au moyen de détecteurs de fumée optiques;

2° le présent arrêté.

L'article 2 entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre flamand ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 6 juillet 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Energie, du Logement, des Villes et de l'Economie sociale,
F. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2274

[2012/204396]

19 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale, notamment les articles 266, 273, 283 et 285;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 24 mai 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 10 juin 2010 fixant une enveloppe annuelle indexée et récurrente de 4.500.000,00 euros pour un accord du non marchand 2010-2011;

Considérant que l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 signé le 24 février 2011, qui octroie aux centres de formation professionnelle des moyens financiers en vue de réaliser les mesures définies par cet accord, sort ses effets au 1^{er} janvier 2010;

Considérant qu'à partir du 1^{er} janvier 2010, une enveloppe de 750.000,00 euros est réservée à la formation;

Considérant que la répartition de cette enveloppe permet d'allouer aux centres de formation professionnelle un montant de 6.201,00 euros pour 2010 et un montant indexé de 6.273,35 euros pour 2011;

Considérant qu'à partir du 1^{er} janvier 2010, une enveloppe de 3.193.000,00 euros est dédiée à la prime de fin d'année en vue d'octroyer une partie fixe ou un complément à la partie fixe de la prime de fin d'année, charges patronales incluses;

Considérant que la répartition de cette enveloppe permet d'allouer aux centres de formation professionnelle un montant de 23.992,00 euros pour 2010 et un montant indexé de 24.271,91 euros pour 2011;

Considérant la convention collective de travail du 28 juin 2011 relative à la fixation de l'octroi d'une allocation de fin d'année au personnel des centres de formation et/ou de réadaptation professionnelle agréés par l'AWIPH;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle est complété par les dispositions suivantes :

« Art. 42quinquies. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'Agence octroie aux centres, en vertu de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 signé le 24 février 2011, une subvention complémentaire pour la formation de leurs travailleurs.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est affectée de la manière suivante :

1° en 2010 : 6.201,00 euros;

2° en 2011 : un montant de 6.273,35 euros.

La subvention est indexée conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du royaume de certaines dépenses dans le secteur public et est liée à l'indice-pivot 114,97 d'avril 2011 (base 2004 = 100).

Le montant à verser à chaque centre est déterminé en fonction de son nombre d'heures agréées.

§ 2. La formation visée au § 1^{er} fait partie du plan de formation visé à l'article 15 du présent arrêté.

§ 3. Dans l'utilisation de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, les centres porteront une attention :

1° prioritaire à la formation qualifiante, classifiante et certifiante;

2° à la formation continuée au regard de la fonction exercée;

3° particulière au remplacement du travailleur en formation.

Art. 42^{sexies}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'Agence octroie aux centres, en vertu de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 signé le 24 février 2011, une subvention complémentaire en vue d'accorder à leurs travailleurs un complément de prime de fin d'année, charges patronales incluses.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est affectée de la manière suivante :

1° en 2010 : 23.992,00 euros;

2° en 2011 : un montant de 24.271,91 euros.

La subvention est indexée conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du royaume de certaines dépenses dans le secteur public et est liée à l'indice-pivot) 114,97 d'avril 2011 (base 2004 = 100).

Pour les années 2010 à 2012, l'Agence répartit cette subvention entre les centres, selon le tableau figurant à l'annexe V du présent arrêté.

A partir de l'année 2013, la répartition du montant à verser à chaque centre sera déterminée en fonction du nombre de travailleurs équivalents temps plein de chaque centre, arrêté au 31 décembre de l'exercice précédent ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2010.

Art. 4. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juillet 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

ANNEXE

Annexe V déterminant la répartition pour les années 2010, 2011 et 2012, de la subvention destinée au complément de prime de fin d'année dans les centres de formation professionnelle agréés par l'AWIPH, prévue par l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011

N° CFP	Dénomination	Montant		
		2010	2011	2012 (indexation au 1.3.2012)
11	La Maison de Géronsart	1.550,31 €	1.661,31 €	1.780,79 €
18	C.R.T.	0,00 €	0,00 €	0,00 €
19	C.E.R.A.T.	1.655,82 €	1.685,25 €	1.673,94 €
23	Prorienta (C.F.R.P.)	4.395,24 €	4.679,34 €	4.339,42 €
25	Mosan	1.200,28 €	1.553,57 €	1.431,75 €
26	Le Plope	2.828,80 €	2.885,02 €	3.085,74 €
27	Famenne-Ardenne	800,60 €	724,91 €	737,96 €
31	Le Tilleul	1.846,97 €	1.915,36 €	1.937,49 €
33	A.U.R.E.Lie	2.358,36 €	2.487,31 €	2.664,05 €
35	Polybat	2.532,14 €	2.047,05 €	2.273,71 €
38	C.A.Me.C	930,93 €	997,59 €	1.047,10 €
41	Espace Emploi Formation	1.472,12 €	1.480,42 €	1.588,46 €
48	Le Réseau	2.420,43 €	2.154,78 €	2.319,29 €
Total		23.992,00 €	24.271,91 €	24.879,70 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle.

Namur, le 19 juillet 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2274

[2012/204396]

19 JULI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 266, 273, 283 en 285;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 24 mei 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juli 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 10 juni 2010 tot vastlegging van een geïndexeerd en terugkerend jaarlijks krediet van 4.500.000,00 euro voor een overeenkomst van de non profit sector 2010-2011;

Overwegende dat de driedelige kaderovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector 2010-2011, die op 24 februari 2011 is gesloten en waarbij aan de centra voor beroepsopleiding financiële middelen toegekend worden voor de uitvoering van de maatregelen waarin ze voorziet, in werking treedt op 1 januari 2010;

Overwegende dat vanaf 1 januari 2010 een krediet van 750.000,00 euro voor opleiding bestemd is;

Overwegende dat dit krediet verdeeld wordt zodat vanaf 2010 een bedrag van 6.201,00 euro en vanaf 2011 een geïndexeerd bedrag van 6.273,35 euro aan de centra voor beroepsopleiding toegekend kunnen worden;

Overwegende dat vanaf 1 januari 2010 een krediet van 3.193.000,00 euro voor de eindejaarspremie bestemd is met het oog op de toekenning van een vast gedeelte of van een toeslag bovenop de eindejaarspremie, werkgeverslasten inbegrepen;

Overwegende dat dit krediet verdeeld wordt zodat vanaf 2010 een bedrag van 23.992,00 euro en vanaf 2011 een geïndexeerd bedrag van 24.271,91 euro aan de centra voor beroepsopleiding toegekend kunnen worden;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2011 betreffende de vaststelling van de toekenning van een eindejaarstoelage aan het personeel van de centra voor opleiding en/of beroepsherscholing erkend door het "AWIPH" "Agence wallonne pour l'Intégration professionnelle des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Beroepsintegratie van Gehandicapte Personen);

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Het Besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

"Art. 42quinquies. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het Agentschap een bijkomende toelage aan de centra voor de opleiding van hun werknemers krachtens de driedelige kaderovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector 2010-2011, die op 24 februari 2011 is gesloten.

De toelage bedoeld in het eerste lid wordt toegekend op de volgende wijze :

1° in 2010 : 6.201,00 euro;

2° in 2011 : een bedrag van 6.273,35 euro.

De toelage wordt geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en gekoppeld aan de spilindex 114,97 van april 2011 (basis 2004 = 100).

Het aan elk centrum te storten bedrag wordt bepaald op grond van zijn aantal erkende uren.

§ 2. De opleiding bedoeld in § 1 maakt deel uit van het opleidingsplan bedoeld in artikel 15 van dit besluit.

§ 3. Bij de aanwending van de toelage bedoeld in het eerste lid besteden de centra aandacht :

1° bij voorrang aan de kwalificerende, classificerende en certificerende opleiding;

2° aan de voortgezette opleiding ten aanzien van de uitgeoefende functie;

3° in het bijzonder aan de vervanging van de werknemer in opleiding.

Art. 42sexies. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het Agentschap krachtens de driedelige kaderovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector 2010-2011, die op 24 februari 2011 is gesloten, een bijkomende toelage aan de centra met het oog op de toekenning aan hun werknemers van een toeslag bovenop de eindejaarspremie, werkgeverslasten inbegrepen.

De toelage bedoeld in het eerste lid wordt toegekend op de volgende wijze :

1° in 2010 : 23.992,00 euro;

2° in 2011 : een bedrag van 24.271,91 euro.

De toelage wordt geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, en gekoppeld aan de spilindex 114,97 van april 2011 (basis 2004 = 100).

Voor de jaren 2010 tot 2012 verdeelt het Agentschap deze toelage onder de centra volgens de tabel opgenomen in bijlage V bij dit besluit.

Vanaf het jaar 2013 wordt de verdeling van het aan elk centrum te storten bedrag bepaald op grond van het aantal voltijdsequivalent werknemers ervan, vastgelegd op 31 december van het vorige boekjaar.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2010.

Art. 4. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE

Bijlage V. — Verdeling voor de jaren 2010, 2011 en 2012 van de toelage die bestemd is voor de eindejaarspremietoeslag binnen de centra voor beroepsopleiding erkend door het "AWIPH" en waarin voorzien wordt krachtens de driedelige kaderovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector 2010-2011

Nr. CFP (Centrum voor Beroeps- opleiding)	Benaming	Bedrag		
		2010	2011	2012 (indexering op 1.3.2012)
11	La Maison de Géronsart	1.550,31 €	1.661,31 €	1.780,79 €
18	C.R.T.	0,00 €	0,00 €	0,00 €
19	C.E.R.A.T.	1.655,82 €	1.685,25 €	1.673,94 €
23	Prorienta (C.F.R.P.)	4.395,24 €	4.679,34 €	4.339,42 €
25	Mosan	1.200,28 €	1.553,57 €	1.431,75 €
26	Le Plope	2.828,80 €	2.885,02 €	3.085,74 €
27	Famenne-Ardenne	800,60 €	724,91 €	737,96 €
31	Le Tilleul	1.846,97 €	1.915,36 €	1.937,49 €
33	A.U.R.E.Lie	2.358,36 €	2.487,31 €	2.664,05 €
35	Polybat	2.532,14 €	2.047,05 €	2.273,71 €
38	C.A.Me.C	930,93 €	997,59 €	1.047,10 €
41	Espace Emploi Formation	1.472,12 €	1.480,42 €	1.588,46 €
48	Le Réseau	2.420,43 €	2.154,78 €	2.319,29 €
Totaal		23.992,00 €	24.271,91 €	24.879,70 €

Gezien om te worden gevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding.

Namen, 19 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX